

M. Clinton demande à Israël et aux Palestiniens de « coopérer » pour contrer les opposants à la paix

déclaration qu'il a lue personnellement à la Maison Blanche. « Une fois de plus, Israéliens et Palestiniens ont montré qu'ils pouvaient surmonter leurs différences et contribuer à créer un avenir plus heureux pour leurs enfants, en trouvant des moyens de répondre aux préoccupations des uns et des autres », a-t-il ajouté.

Il a toutefois mis en garde contre tout excès d'optimisme. La mise en œuvre de l'accord « exigera une coopération constante et active entre les responsables israéliens et palestiniens. Il nécessitera tous les efforts pour stopper ceux qui préfèrent l'affrontement à la coopération », a dit M. Clinton, estimant que les Etats-Unis ne devaient pas relâcher leurs efforts diplomatiques mais, au contraire, « renforcer leur engagement en faveur du paix ».

M. Clinton, qui a été personnellement informé de l'accord, par téléphone, par le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, a indiqué que l'Etat juif « va redéployer rapidement ses troupes ». « Les portées étendront des arrangements pratiques dans le domaine de la sécurité, pour renforcer la stabilité et améliorer [leur] coopération. Il y aura aussi une charte directive au sujet de nouveaux déploiements israéliens », a-

M. Clinton a remercié MM. Arafat et Nétanyahou pour leur « leadership », et exprimé une « reconnaissance particulière » et sa « gratitude » au roi Hussein de Jordanie et au chef de l'Etat égyptien, Hosni Moubarak.

Le coordonnateur américain du processus de paix, Dennis Ross, a loué « l'esprit de partenariat » de MM. Nétanyahou et Arafat. L'accord « ouvre la voie à un espoir ocru et à la possibilité de la paix ou Proche-Orient », a affirmé M. Ross. Selon lui, ce document est « entièrement conforme » à l'accord intérimaire sur l'extension de l'autonomie en Cisjordanie, conclu en 1995.

La France, dans un communiqué publié par le ministère des affaires étrangères, a « *salue* » la conclusion de « *cet accord* (...) *longtemps attendu* ». Elle « *espère qu'il sera mis en œuvre dans les plus brefs délais* ». « *Cet accord doit constituer un nouveau départ pour le processus de paix dans toutes ses composantes* », a ajouté le Quai d'Orsay pour qui « *il convient à présent que soient rapidement mises en œuvre les autres dispositions de l'accord in-*

térimoine sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza». Un « hommage » est rendu à « la ténacité des négociateurs israéliens et palestiniens » et « à l'action diplomatique des Etats-Unis, qui a apporté une impulsion importante à la conclusion de l'accord ».

Paris félicite elle aussi « le président Maubarak et le roi Hussein de Jordanie pour leur contribution personnelle au succès des négociations » et affirme qu'elle « continuera à apporter son concours à la mise en œuvre de l'autonomie et à la construction de la paix en liaison avec ses partenaires européens ».

**« Israéliens
et Palestiniens
ont montré qu'ils
pouvaient contribuer
à créer un avenir
plus heureux pour
leurs enfants »**

Le secrétaire au Foreign office, Malcolm Rifkind, a « chaleureusement accueilli » la conclusion de l'accord. « C'est un pas essentiel dans le déblocage du processus de paix au Proche-Orient et une récompense à la ténacité », a estimé M. Rifkind, pour qui « l'intervention du roi Hussein a particulièrement contribué à tirer parti des efforts effectués par les Etats-Unis et le reste de la communauté internationale ».

L'Union européenne (UE), par la voix du ministre néerlandais des affaires étrangères, Hans van Mierlo, s'est elle aussi félicitée de la conclusion de l'accord qui « peut donner le nouvel élan nécessaire pour relancer le processus de paix ».

M. Van Mierlo a affirmé que l'UE continuerait à contribuer à la relance du processus de paix et que son émissaire spécial, Miguel Angel Moratinos, resterait en contact étroit avec les parties en présence. « L'UE espère que l'accord sur Hébron renforcera la confiance mutuelle indispensable à la poursuite de la mise en œuvre des accords d'Oslo et à la reprise rapide et fructueuse de négociations sur le statut permanent » des territoires palestiniens, a indiqué M. Van Mierlo. - (AFP Reuters).

WASHINGTON
de notre correspondant

Pour une fois en sa vie, Warren Christopher, secrétaire d'Etat, sortant, a assuré, mardi 14 janvier, que Dennis Ross est un « trésor national ».

Puis, il a confirmé que son successeur, Madeleine Albright, a demandé à l'intéressé de conserver son poste durant le second mandat de M. Bush.

Depuis une dizaine d'années, Dennis Ross est eo effect la cheville ouvrière de la politique américaine au Proche-Orient. Il

fait fait partie du club restreint des hauts fonctionnaires du département d'Etat dont la compétence et la connaissance des dossiers s'étendent à ces présidents chagrent, eux demeurent.

Homme de confiance de l'ancien secrétaire d'Etat républicain James Baker, ce californien de quarante-sept ans est devenu, sans états d'âmes, le coordonnateur de la politique américaine au Proche-Orient du démocrate Bill Clinton. « Mon job, dit-il, c'est de protéger les intérêts des Etats-Unis. » Avant de devenir « l'Américain » du Proche-Orient, il a conduit la campagne d'éclatement, travaillant activement pour la campagne présidentielle des démocrates Ros-

bert Kennedy et George McGovern, avant de devoir coo-
seiller diplomatique de George Bush.

MOMENTS DIFFICILES

juif et profondément pro-Israélien (dans les années 70, il fut l'un des architectes de la relation stratégique entre les Etats-Unis et Israël), il a été parfois accusé de partialité, au cours des derniers jours qui ont précédé la conclusion de l'accord d'Hebron, par ses interlocuteurs arabes. Mais, côté israélien, M. Ross a également connu des moments difficiles.

Comme le reste de l'administration Clinton, il avait parlé sur une victoire électorale du tra-

vailliste Shimoo Pérès aux élections de mai. C'est dire que, pendant un temps, Beoyamio Nétanyahou ne le portait pas dans son cœur. Avec Warreo Christopher, il a donc patiemment retissé le fil des relations privilégiées qui unissent l'Etat hébreu à l'Amérique.

Adeptes de la diplomatie des « petits pas » héritée de l'« école Kissinger », il a pourtant la réputation d'être plus « faucon » que Warrewo Christopher. Avant le déclenchement de la guerre du Golfe, il fut ainsi l'un des avocats d'une « diplomatie de la coercition » à l'égard de Saddam Hussein, puis d'une action militaire.

Laurent Zecchini

LA FRANCE a invité l'Irak à coopérer « pleinement » avec la Commission spéciale de l'ONU chargée de son désarmement (Uscom) et avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour que puisse être envisagée la levée de l'embargo pétrolier imposé à Bagdad en août 1990. Le désarmement des armes de destruction massive de Bagdad est en effet la condition *sine qua non* de l'application du paragraphe 22 de la résolution 687 de l'ONU prévoyant la levée des sanctions pétrolières.

Le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, qui a été reçu, mardi 14 janvier, par le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, a répondu que son pays *avait toute petite partie* des résolutions de l'ONU qu'il n'a pas encore été respecté, sur son pays. Or, à ce jour, l'Uscom continue de seor de Bagdad de dissimuler entre six et seize missiles.

Lundi, après un entretien avec le premier ministre, Alain Juppé, Tarek Aziz avait appelé la France à aider son pays « à parvenir à une application juste, normale et équilibrée » des résolutions de l'ONU, c'est-à-dire à contre ce qu'il a qualifié de « politique biaisée des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ». C'est le leitmotiv préféré des Irakiens, qui se disent en permanence victimes de sombres manipulations anglo-saxonnes pour empêcher l'application des résolutions de l'ONU.

Dans des lettres qu'il avait adressées en oc-

bre à Hervé de Charette et à son homologue russe, Evgueni Primakov, Tarek Aziz avait déjà demandé que le nombre d'experts français et russes au sein de l'Unscm soit augmenté parce que, pour l'Irak, la plupart des membres de cette commission sont à la solde des États-Unis.

LA FRANCE ET L'UNSCOM

Que l'Irak en ait fait ou non la demande, Paris, indique-t-on de source française, est favorable à une présence plus forte au sein de l'Unscom. Mais le problème est, d'une part, de trouver ces experts et, d'autre part, de financer leur mission en tenant compte des problèmes budgétaires des ministères, en l'occurrence le ministère de la défense. Au total, il y a aujourd'hui neuf experts français seulement au sein des différentes instances de l'Unscom, mais aucun ne fait partie de l'entourage de Rolf Ekreus, le diplomate suédois où il réside.

Deux Français font partie de la centaine de membres du bureau permanent de l'Uncom à New York. Six autres sont détachés du bureau de la commission à Bagdad, dont la trentaine de membres ont une affectation de trois à quatre mois. Deux délégations d'experts effectuent actuellement des missions ponctuelles d'une à deux semaines à Bagdad. La première est dirigée par un Français et compte un seul expert français. L'autre ne comprend qu'un seul Français. Paris

souhaite améliorer sa présence dans l'ensemble de ce dispositif, notamment pour ce qui est des postes de responsabilité.

En décembre, la France a annoncé qu'elle se désengageait de l'force de surveillance de la partie du Kurdistan d'Irak située au nord du 36^e parallèle, parce que les Etats-Unis et la Turquie ont unilatéralement modifié l'objectif de la mission « Provide comfort », dont le but original était essentiellement humanitaire. La nouvelle mission, assurée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, est réduite à la surveillance aérienne du nord de l'Irak.

Paris maintenait toutefois sa présence dans la mission de surveillance du sud de ce pays, en dépit du 32^e parallèle, pour protéger l'Arabie saoudite et le Koweït. Certains parlementaires sont toutefois d'avis qu'il faut mettre fin à cette surveillance. Dès janvier 1996, dans un rapport remis à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, une mission conduite par l'ancien ministre des affaires étrangères, Jean-Bernard Raimond, suggérait le retrait des avions français de cette mission de surveillance et le rétablissement de « quelques liaisons d'érimees avec Bagdad qui rompraient l'isolement de l'Irak ». Le gouvernement français n'est pas - pas encore ? - de cet avis.

Moung Naem

SEOUL
de notre envoyé spécial

Ce n'est guère un sentiment d'euphorie qui se dégageait des propos des dirigeants de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), mercredi 15 janvier, en milieu de journée. Ils devaient se rendre à l'évidence : le grand mouvement de grève qu'ils espéraient n'a pas eu lieu.

Mais dix heures après le début d'une grève quasi générale qui aurait dû paralyser les principaux secteurs de l'économie, M. Kwoo Yung-ki, président de la KCTU, a appelé à la poursuite du mouvement de grève et à la relance des manifestations. A l'appel de la KCTU, vingt mille manifestants se sont rassemblés dans le centre de Seoul, tandis que la Fédération des syndicats coréens (FKTU), seule organisation reconnue par le gouvernement, appelait à une autre manifestation à l'autre bout de la ville.

galement suivi mercredi. A Séoul, les transports n'ont pratiquement pas été affectés (sept sur les quatre-vingt-buit syndicats des autobus ont cessé le travail), et les métros, qui transportent chaque jour quatre millions de passagers, roulaient normalement. Les militaires n'ont pas eu à se substituer aux grévistes. En revanche, à Séoul, grand port de la côte de la péninsule et seconde ville du pays, l'ordre du grève semble avoir été plus suivi : dix mille taxis et vingt-cinq syndicats d'autobus ont observé la grève. Les dockers se sont joints au mouvement, qui a largement perturbé la vie de cette ville.

considérée comme le « fief » du président Kim Young-sam. A Ulsan, la cité-usine du Sud-Est, les grands groupes comme Hyundai ont débarrayé...

La lutte va-t-elle s'enliser ou, au contraire, se radicaliser ? Encouragé par le flottement dans la solidarité entre les deux « âmes », militant et modérée, du mouvement syndical, le gouvernement, qui avait hésité ces derniers jours sur la stratégie à adopter, semble déterminé à ne pas transiger.

A Mokpo, dans le sud-ouest du pays, un premier dirigeant syndical, de Halla Engineering and Heavy Industries, a été arrêté. Depuis une

semaine, des mandats d'arrêt à l'encontre d'une vingtaine de dirigeants de la KCTU ont été lancés. Au cours d'une conférence de presse télévisée, le parquet a annoncé, mercredi, avoir les « preuves » que des dirigeants syndicaux étaient influencés par le communisme.

Il est aisé d'arrêter quelqu'un pour des idées dangereuses : cela a été le cas d'un jeune diplômé de l'Université sans emploi, qui avait exprimé dans un texte envoyé à une messagerie informatique des doutes sur les objectifs subversifs du sous-marin espion nord-coréen échoué sur les côtes méridionales en septembre. En prison depuis trois mois, il sera jugé cette semaine. Il risque un an et demi de prison.

L'amertume ressentie chez les militants par la mollesse de la solidarité de leurs homologues de la Fédération des syndicats coréens (FKTU), seule organisation reconnue par le gouvernement, pour ne pas donner un tour plus dur aux manifestations. Mardi, dans la banlieue de Séoul, les heurts avec la police ont été violents. Et aux abords de la cathédrale de Myeong-dong, à Séoul, des affrontements ont eu lieu entre la police et des employés de bureau.

Philippe Pons

« Rancœur » persistante envers la France

La visite de deux jours de Jean-Claude Paye, délégué à Séoul par le président Chirac afin de réchauffer les relations entre la Corée du Sud et la France à la suite de l'affaire Daewoo-Thomson, a été perçue à Séoul comme un geste, mais elle n'a pas vraiment atténué la « ranxure », selon l'expression d'une personnalité francophone proche du gouvernement, que la volte-face française a suscitée.

En se rendant à Séoul, M. Pavey, ancien secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), avait pour objectifs « d'expliquer aux Coréens comment les choses s'étalent passées ». Mais, à part l'expression de la bonne volonté de Paris, M. Pavey n'avait pas de proposition concrète à faire à ses interlocuteurs, soignée la presse locale, sinon de réaffirmer qu'une nouvelle candidature de Daewoo serait la bienvenue. Reste que cet incident a donné une mauvaise impression de la France en Corée. « Le climat n'est pas loin d'être catastrophique au début des années 1980 par l'aironeur - non sans d'effets - de François Mitterrand que Paris envisageait de reconstruire l'Europe », explique un homme d'affaires français qui connaît bien le pays.

ALAIN MINC

**Louis Napoléon
revisité**



GALLIMARD

grande distribution, la pharmacie devrait connaître de nouvelles concentrations, tandis que le transport aérien aborde une libéralisation totale en Europe à partir du 1^{er} avril.

Les programmes d'investissement sont très limités. Ils portent surtout sur des améliorations de productivité, afin de toujours abaisser les coûts. Pour le reste, les groupes préfèrent attendre d'avoir consolidé leurs carnets de commandes avant de se lancer dans d'autres projets. A terme, cet attente permanent fait couir le risque à l'appareil productif français d'accumuler un retard considérable face à ses concurrents.

triels poursuivent leurs programmes de réduction des coûts. Des concurrents pourraient disparaître, à l'image de l'allemand Siemens, qui a mis fin à ses activités d'électronique grand public le 31 décembre.

Les industriels et distributeurs du textile-habillement sont sans illusion : le secteur devrait connaître en 1997 « un nouveau recul de l'ordre de 1 % de la consommation de textile-habillement par rapport à 1996 », estime le Centre textile de conjoncture et d'observation économique (CITCOE).

La production française d'habillement devrait baisser dans les mêmes proportions, après une chute de 4 % en 1996. L'industrie textile a connu pour sa part une embardée : la production de 3 % au deuxième semestre 1996. Une tendance qui « se maintiendrait au premier semestre 1997 ». Le plan gouvernemental d'allègement des charges sociales aurait permis de « préserver environ 14 000 emplois en 1996 », affirme Philippe Adec, le nouveau président de l'Union française des industries de l'habillement. Mais les professionnels redoutent la sanction de la Commission européenne, qui pourrait condamner les entreprises à rembourser les aides perçues.

1995, et n'a vendu que 2 000 unités en 1996. Le Brésil, où 1,7 million de véhicules se sont vendus en 1996, n'a pas non plus répondu à ses attentes. L'augmentation des droits de douane sur les voitures importées lui a barré la route, et ses ventes ont baissé de 28 %, à 8 378 unités. Le constructeur devrait décider cette année s'il s'implante ou non industriellement dans ce pays. En Argentine, où il a une usine, ses ventes ont progressé à 52 500 unités.

Consolation pour Peugeot: ses ventes en Europe centrale et orientale ont bondi en 1996 de 61%, à 20 000 unités. « Ce chiffre devrait tripler d'ici au tournant du siècle », estime M. Saint-Geours. L'Iran, où le montage de 405 a pu reprendre en 1996, donne aussi des espoirs à Peugeot. En Europe, sur son marché traditionnel, Peugeot a ramené sa part de marché à 7,1%, avec 906 973 immatriculations de voitures particulières. En France, en Allemagne, et en Italie, Peugeot a perdu du terrain, et espère en regagner en 1997. En Espagne et en Angleterre, en revanche, il a progressé.

Virginie Malingre

**Calculez
vos impôts**

3615 LEMONDE

● **PHARMACIE : réduction des dépenses de santé.** Le mouvement de concentration amorcé depuis 1993 devrait se poursuivre en raison des coûts inhérents à la recherche et au développement de nouveaux médicaments et des contrôles de plus en plus stricts des dépenses de santé par les pouvoirs publics. En France, l'objectif est toujours de promouvoir les génériques, pour réduire les coûts. Ces médicaments, dont les brevets sont tombés dans le domaine public, sont vendus 30 % moins cher que les originaux. Le décret définissant ces produits devrait être publié en février. Le gouvernement voudrait aussi autoriser les pharmaciens à remplacer un médicament par un autre sur une ordonnance si le médecin l'y autorise. Les pouvoirs publics espèrent ainsi réduire les dépenses pharmaceutiques. La France est très en retard dans le domaine des génériques : ceux-ci ne représentent que 5 % du marché en volume et 2 % en valeur.

1997 devrait voir la fusion de l'ex-Air Inter et d'Air France. Les négociations sur les modalités de la fusion, prévue pour septembre 1997 avec effet rétroactif au 1^{er} avril, promettent d'être difficiles, notamment sur la « liste de priorité » des pilotes, qui définit leur carrière, en fonction de l'ancienneté.

● **BANQUES : réformes structurelles.** « 1997 doit être l'année de

Le secteur public est, lui, toujours en panne. La privatisation du CIC, suspendue, devrait reprendre au premier semestre. Le Crédit lyonnais négocie son troisième plan de sauvetage assorti d'une recapitalisation massive, mais sa privatisation ne devrait pas intervenir avant 1998. La Banque Hervet et la

Bruxelles veut imposer ses conditions à l'alliance British Airways-American Airlines

Londres en conflit avec la Commission européenne

LA GRANDE-BRETAGNE s'estime seule habilitée à juger de la conformité aux règles de la concurrence de l'alliance entre les compagnies aériennes britannique British Airways et américaine American Airlines, les numéros un respectifs en Europe et aux Etats-Unis. Bruxelles, qui a ouvert une enquête sur le sujet, ne l'entend pas de cette oreille.

Au centre de la querelle, l'article 89 du traité de Maastricht. Selon la Grande-Bretagne, celui-ci ne donne à la Commission européenne qu'un rôle consultatif, car il s'agit d'une alliance entre une compagnie européenne et une américaine, et non entre deux entreprises européennes. « La Commission ne peut pas outrepasser le jugement politique du ministre du commerce et de l'industrie britannique », dit-on à Londres. Selon Bruxelles, les conséquences de cette alliance sur le transport aérien européen justifient une décision communautaire.

C'est ce qu'a tenu à rappeler le commissaire européen à la concurrence, Karel van Miert, dans une lettre du vendredi 10 janvier au ministre britannique des transports, Ian Lang. M. van Miert a également menacé le gouvernement britannique d'un recours devant la Cour européenne de justice s'il décidait d'autoriser l'opération. Londres semble en effet prêt à avaliser le projet d'alliance transatlantique, très avantageux pour British Airways. Comme condition préalable, les autorités britanniques ont demandé aux deux compagnies de se défaire de 168 créneaux d'atterrissage et de décollage à Heathrow, premier aéroport européen. Elles estiment que British Airways peut monnayer pour 170 millions de livres sterling (1,5 milliard de francs) ces créneaux horaires, qui lui avaient été attribués gratuitement. Selon la Commission, une telle transaction n'est pas autorisée par les règlements européens actuels.

Bruxelles estime que les conditions posées par Londres sont largement insuffisantes. Selon la presse britannique, la Commis-

sion aurait demandé à British Airways d'abandonner jusqu'à 400 créneaux horaires hebdomadaires à Heathrow. British Airways et American Airlines contrôlent 60 % des vols entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, 70 % des vols entre Londres et New York et 25 % du marché transatlantique.

ACCORD DE CIEL OUVERT

British Airways a catégoriquement refusé cette condition. Selon Bob Ayling, le directeur général de British Airways, l'appréciation de M. Van Miert se fonde sur une « fausse supposition, selon laquelle il n'y aura pas d'accord de ciel ouvert entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, aboutissant à une libéralisation totale du ciel des deux pays, et donc pas de concurrence supplémentaire ». L'alliance entre British Airways et American Airlines est en effet liée à la conclusion d'un accord de ciel ouvert entre les deux pays. Mais l'aéroport d'Heathrow est saturé, et les créneaux disponibles sont rares : un accord de ciel ouvert ne permettrait pas aux compagnies de créer autant de lignes qu'elles le souhaitent.

L'actuelle discorde entre Londres et Bruxelles pourrait être l'une des dernières du genre. Car les pays membres européens ont donné un mandat à Bruxelles en juin 1996 pour négocier avec les Américains une libéralisation équilibrée du transport aérien entre les deux rives de l'Atlantique. L'un des objectifs est d'aplanir les différences de réglementation entre les deux camps et de définir les compétences de chacun.

Les services antitrust américains ont ouvert, de leur côté, une enquête sur l'impact en matière de concurrence de l'alliance entre British Airways et American Airlines, qui ont demandé vendredi 10 janvier au département américain des transports de leur accorder l'immunité antitrust. Cela leur permettrait de coordonner leurs liaisons transatlantiques et de collaborer dans de nombreux domaines.

V. Ma

L'usine Akai d'Honfleur va déposer son bilan

CAEN

de notre correspondant
L'usine Akai Electric d'Honfleur (Calvados) doit déposer son bilan dans les prochains jours. L'histoire de cette entreprise modèle de la côte normande se termine en un vaste imbroglio juridico-financier.

Créée en 1982, l'usine Akai d'Honfleur était un modèle social. « L'ambiance était excellente. On travaillait beaucoup et avec enthousiasme », se souvient une ouvrière. Fabriquant 400 000 magnétoscopes et 70 000 téléviseurs en moyenne par an, Akai multipliait les extensions en 1986, 1989, portant les effectifs à 700 personnes en 1993. Cette année-là, la direction fait savoir qu'elle ne sollicite plus la prime d'aménagement du territoire accordée le 8 juillet 1991 (prime d'un montant de 5,25 millions de francs pour un investissement de 65 millions avec 300 nouveaux emplois à la clé). « 1993, c'est en fait le commencement de la fin », assure Marcel Vico, syndicaliste à Force ouvrière. Au printemps 1994, Akai, très endettée, doit alors procéder à un premier plan social concernant 400 personnes (dont 200 contrats à durée déterminée) pour son usine d'Honfleur.

En avril 1995, la marque japonaise est avalée par une multinationale asiatique, Semi-Tech. Ce groupe procède à un deuxième plan social en mai 1996 avec 180 licenciements et d'importantes baisses de salaire allant jusqu'à 40 %. Le 20 juin 1996, à la surprise générale, le nouveau propriétaire revend à son tour Akai à une so-

ciété chinoise, Omin Present, dont le siège social est donné à Hong-kong. La nouvelle surprend d'autant plus que le prix de la transaction est extraordinairement bas : 392 000 F pour une usine dont le chiffre d'affaires est, en 1995, de 576 millions de francs, avec certes un déficit de 22 millions de francs.

Après un été d'inquiétude, nouveau rebondissement le 8 septembre quand un partenaire, français cette fois, la société King Line Computer, entre en scène avec à sa tête Thao Oukéou, appelé communément Tanguy. « Omin Present n'est qu'une coquille vide. Et King Line Computer n'est qu'un géant. Nous sommes dans une histoire qui nous dépasse totalement », estime Michel Bailleul, secrétaire départemental de FO Calvados.

Une histoire qui ne fait pas rire le petit port normand, aujourd'hui désabusé. Il ne comprend pas ce feuilleton industriel : « D'un côté nous avons un jeu de Monopoly. De l'autre, 312 salariés attendent désespérément leur paie de décembre et frappent désormais à la porte des Restos du cœur pour nourrir leur famille, résume une salariée. Le dépôt de bilan nous ouvre le droit au Fonds national de garantie des salaires. Mais dans combien de temps ? Pas avant cinq semaines, paraît-il. Avec quoi je vais payer mes courses ? »

Restera ensuite à régler une autre question cruciale : trouver un repreneur avec la période de redressement judiciaire qui doit s'ouvrir.

Jean-Jacques Lerossier

EDF dédommagera l'Espagne après l'abandon de la ligne à haute tension Cazaril-Aragon

L'Espagne estime ce dédommagement à 12 milliards de francs, EDF à 1,3 milliard.

Le premier ministre, Alain Juppé, avait annulé il y a un an la construction d'une ligne EDF entre la France et l'Espagne, sous la pression

des écologistes. Un accord sur les dédommagements à verser par l'entreprise publique pour cette rupture de contrat a été conclu le 8 jan-

vier et officialisé le 14. Mais le montant des indemnités qui sera effectivement versé fait l'objet d'une vive controverse.

logistes, qui contestaient le choix du tracé passant par le val Louron (Hautes-Pyrénées). Cette rupture unilatérale d'un contrat signé en 1990 s'avère préjudiciable à REE, dont la capacité potentielle s'est trouvée diminuée, tandis que les investissements qu'elle avait faits en infrastructures, de son côté de la frontière, sont devenus improductifs.

RÉPONSE EMBARRASSÉE

Un accord, dont les grandes lignes ont été fixées au dernier sommet franco-espagnol de Marseille, en novembre 1996, mais signé le 8 janvier et rendu public le 14, permettait de sortir de l'impasse, à la satisfaction générale.

Selon les Espagnols, EDF s'engage à verser, sous diverses formes, la somme de 12 milliards de francs, étalée sur treize ans, soit d'ici à l'an 2010. Une première tranche de 1 milliard de francs sera payée cette année même. Par ailleurs, de nouveaux accords ont été pris entre les deux compagnies, stipulant que la France accepte de vendre environ

moitié moins d'électricité à l'Espagne que ce qui avait été décidé lors du contrat de 1990, et ce à un prix plus avantageux pour l'Espagne. La compagnie française va étudier un nouveau tracé, que l'on espère plus satisfaisant, afin de mettre en service une autre ligne de raccordement électrique entre les deux pays, sans doute en 2006. Une clause prévoit qu'en cas de retard EDF s'engage à payer des compensations annuelles de 1 500 millions de pesetas (soit environ 60 millions de francs).

La réponse d'EDF à cet argumentaire est embarrassée. Selon l'opérateur public, les 12 milliards évoqués ne correspondent pas à une indemnité mais à la perte de revenu due à l'absence de cette ligne, à laquelle s'ajoutent les dédommagements à verser. « Outre l'adaptation des volumes contractuels de vente d'électricité (la puissance mise à disposition par EDF sera réduite de 450 mégawatts, passant de 1 000 à 550 MW), EDF indemniser REE pour 1,3 milliard de francs », précise un communiqué de l'entreprise publié tard

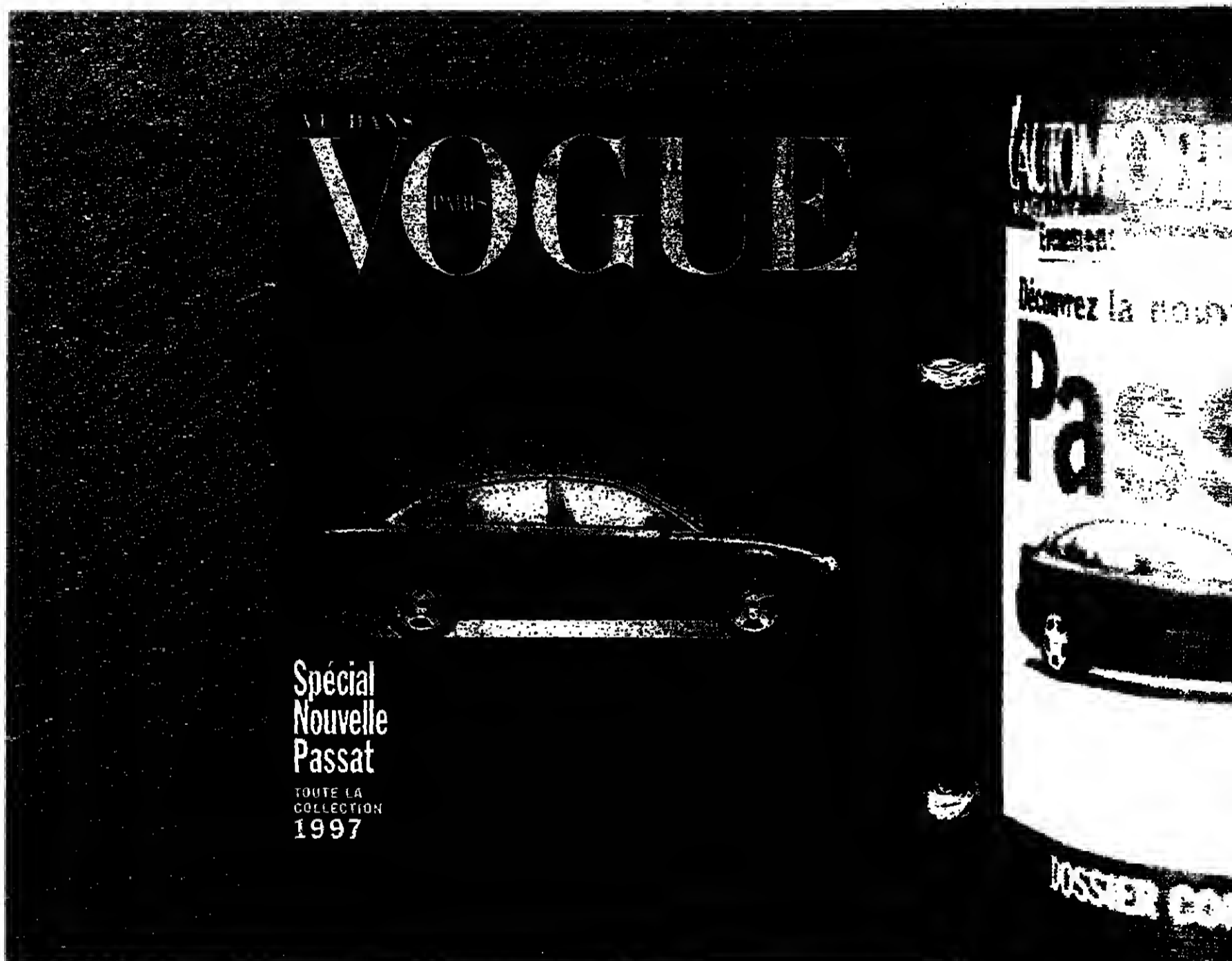
dans la soirée. Ce dédommagement couvre trois préjudices : la non-fourniture d'énergie, l'impossibilité pour le système électrique espagnol de réaliser des échanges et de bénéficier d'une énergie bon marché grâce à l'interconnexion, et l'incertitude des investissements effectués par REE.

EDF précise que « ces indemnités seront réglées pour partie par un versement dès 1997, et pour solde au travers d'adaptations contractuelles dont l'effet sera réparti dans le temps », c'est-à-dire par des baisses de prix de vente de l'électricité aux Espagnols.

Reste maintenant à savoir ce que fera EDF. L'entreprise se retournera-t-elle vers son propriétaire, l'Etat, pour lui demander de supporter cette facture de 1,3 milliard ? Car la décision d'abandonner cette ligne ne vient pas de l'entreprise, qui avait reçu toutes les autorisations nécessaires, mais de la décision politique du premier ministre.

Marie-Claude Decamps
à Madrid
et Dominique Gallios

Cette nouvelle berline de Volkswagen est une voiture dont le luxe n'a d'égal que ses nombreux et formidables arguments technologiques (ABS, double airbag* en série, motorisations VR5, V6, TD).



Une voiture de rêve dans un monde de ré...



Internet : www.vwfrance.com



RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS
ADHÉRANTS À LA F.N.P.C. (fédération nationale des promoteurs-constructeurs)

Résidence Saint-Martin
61, rue Bachet
Nouvel programme

Réalisation :
**FRANCE
CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 93 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

**Résidence de la
"Grange aux Belles"**
Rue de la Grange aux Belles
Rue de l'Hôpital Saint-Louis
Réalisation et commercialisation :
STEM BASTI
De-la-France Résidentiel
Borygson Immobilier,
UNIMO Crédit Agricole
150, route de la Reine
92513 Boulogne-Billancourt
01 47 12 54 44

Spécial Amortissement "Périgord"
du Studio au 3 pièces à partir de 475 000 F.

Proche du Canal Saint-Martin, cette résidence de standing de 45 appartements est située à proximité de nombreux commerces et services.

Renseignements et Vente
Tél. 01 47 12 54 44

* hors parking et dans la limite des stocks disponibles

Résidence Voltaire
Rue des Nanettes / rue Condillac.
Réalisation et commercialisation :
STIM BATIR
Ile-de-France Résidentiel
Bourgeois Immobilier,
150, rue de la Fosse
92513 Boulogne-Billancourt
Renseignements et ventes :
01.47.88.88.88

Idéal investisseurs/Renabilité élevée garantie :
du stade au 2^o pédoc.
Stade à partir de 370 000 F et 2 pédoc à partir de 690 000 F

Au cœur du 11^e arrondissement, cette résidence pour étudiants située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locaux garantis. Renabilité élevée.
Convertis sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Pédocol".

Tél. 01 47 12 54 44

62, rue Saint-Didier
Réalisation :
SEFINA
40, avenue Raymond Poincaré
75116 PARIS
N° Vert 0800 33 59 00

33 appartements. Du studio au 5 pièces. 29 500 F le m² moyen.
Ex : 5 pièces 138,80 m² • 2 cages 3 990 000 F hors parking

Entre Victor-Hugo et Trocadero, au cœur de l'un des meilleurs
quartiers du 17^e arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe
et du Lycée Janson-de-Sailly, 3 petites résidences neuves.
De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking en
sous-sol. Renseignements et vente : tous les jours de 10 h à 13 h et
de 14 h à 19 h, sauf dimanche, 40, avenue Raymond-Poincaré -
75116 Paris. *N° vert 0800 33 59 00.

46, rue de Longchamp
Réalisation :
COREVA
4, avenue Victor Hugo
75116 PARIS
Tél. 81 44 17 39 20

22 logements du studio au 6 pièces.
A partir de 27 500 F le m².
Livraison 1^{er} semestre 1995

Au cœur du prestigieux quartier Trocadéro-Mica, une résidence de classe, aux prestations raffinées. Pour quelques privilégiés seulement. Places personnelles et préalables à la demande.
Renseignements et vente : CORÉVA, du lundi au vendredi
de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.
4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris - Tél. 01 44 17 39 20.

Résidence de l'Amiral
14, rue de l'Amiral d'Estang.
Réalisation :
G.T.I.
14, rue Richelieu
75001 PARIS
T. 3. 83. 44. 55 50 00

2 appartements de 20 et 110m²
Balcon - Terrasse
Livraison 1^{er} trimestre 1997

Au cœur du triangle d'or à quelques mètres de la place des
États-Unis entre avenues d'Éna et Kleber, à mi-distance
des Champs-Élysées, George V, la Seine et le Trocadéro.

Renseignements et Visite,
Tél. 01 41 55 50 00

L'Orée du Parc
69, rue Compans/59, rue Rozier
A toute proximité
des Bains-Chaumont
à découvrir absolument !

Réalisation :
**FRANCE
CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 83 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

Premier constructeur certifié qualité ISO 9001
Du studio au 5 pièces avec parking en sous-sol, 18 500 F le m²
moyen hors parking et dans la limite du week-end disponible

**Le calme d'une petite résidence de charme de 24 appartements
entièrement à 100 m de Parc des Bateliers-Chaumont et du métro.**
Tous belles prestations : nombreux balcons et terrasses, vue sur
un beau jardin intérieur

**Bureau de vente : 3, rue du Général Brucet, ouvert lundi, jeudi et
vendredi de 14h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30
à 12h30 et de 14h à 19h.**

What and disseminated?

Villa Gambetta
appartement témoin

Réalisation :
FONCIÈRE SATS
Groupe **SUEZ**
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél. 01 45 49 52 52

Du studio au 4 pièces,
30 000 F le m² moyenn.

Simplé à 200 mètres de la place Gambetta et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyrénées, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent protégés de terrasse, balcon ou jardin.

Bureaux de vente et appartements réservés ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.

Tél. 01 45 49 52 52

Dans le quartier
de la grande bibliothèque
Résidence pour étudiants
Les Lauréades

Réalisation :
COPRIM RESIDENCES
159, rue Gallieni
92100 BOULOGNE

Studio pour traducteurs et jeunes en formation à partir de 480 000 F
LIVRAISON IMMÉDIATE

Pour profiter pleinement des mesures fiscales investies dès maintenant dans le site privilégié de la grande bibliothèque.
Eurotraductions, Groupe Calson des Dépôts, vous assure une grande rigueur et des revenus locatifs. Pose, location en meublé avec salon LMP et remboursement de la TVA.
Rappez et venez : visitez du Studio à travers nos rendez-vous.
Tel : 01 46 04 42 29

Closerie-Monparnasse
Rue Froidevaux

Réalisation :
FONCIERE SATIS
Groupe SUEZ
215, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél. 01 45 49 57 57

Du studio au 3 pièces.
25 800 F le m² moyen.

Entre Montparnasse et Denfert-Rochereau dans l'une des rues
les plus cotées de Montparnasse.
Livraison : 1^{er} semestre 1997.
Renseignements et vente : 06.01.45.49.53.52.

Villa Marmontel
107-109, rue de l'abbé Grégoire.
Un programme superbe
à découvrir absolument.

Réalisation :
**FRANCE
CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

Préfix de nouvelles mesures pourpartenaires/maisons.
 Partir à partir de 23 300 F et 1000 F pourpartenaires et dans la limite du stock disponible.

Chaque fois le maître de la 15e arrondissement 1A deux pas du centre Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : 47 appartements du studio au 5 pièces duplex avec caves et parkings en sous-sol et 6 maisons de ville de 5 et 6 pièces. Le cadre au cœur d'un véritable quartier résidentiel.

Bureau de vente ouvert sur place :
 lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

14, rue de l'Abbé Grouah
Réalisation:
et commercialisation
STIM BATIR
De-France Résidentiel
Boisguy Immobilier,
150, rue de la Reine
92513 Boulogne-Billancourt
Renseignements et ventes :

17 logements du studio au 5 pièces.

Au centre du 15^e arrondissement, dans une rue calme et toute proche de la Place du Commerce, cette résidence de standing conjugue charme, confort et sécurité.

Conseils sur les nouvelles mesures investisseur, amortissement "Périmot".

Tél. 01 47 12 54 44

100

Les Villas Longueil
Avenue de Longueil

Réalisation :
FONCIÈRE SATIS
Groupe SUEZ
215, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél. 01 45 49 52 52

Du studio au 5 pièces.
17.500 F le m2 moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur avenue aux
contre-allées bordées d'arbres et sur jardin.
Une des plus belles adresses de Maisons-Laffitte à 150m du RER,
du Parc et à quelques pas de la forêt de Saint-Germain.
Bureau de vente sur place :
20, avenue de Longueil, 79400 Maisons-Laffitte, ouvert tous les
jours entre midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.
Tél. 01 35 49 52 52.

**Les Académies
de Maisons-Alfort**

Réalisation et commercialisation
STIM BATIR
De-de-France Résidentiel
Bouygues Immobilier,
150, route de la Reine
92513 Boulogne-Billancourt
Renseignements et ventes :

Ideal investisseurs.

A 2 pas du métro "Ecole Vétérinaire" STIM BATH réalise une résidence exclusive de standing.

Studio à partir de 280 000 F.

Revenus locatifs garantis.

Consultez sur les nouvelles méthodes investisseurs, aménagement "Périsol".

Renseignements et Ventes : Tél. 01 47 12 54 44

REFERENCES

五、(1) 1000 元 (2) 1000 元 (3) 1000 元 (4) 1000 元 (5) 1000 元 (6) 1000 元 (7) 1000 元 (8) 1000 元 (9) 1000 元 (10) 1000 元 (11) 1000 元 (12) 1000 元 (13) 1000 元 (14) 1000 元 (15) 1000 元 (16) 1000 元 (17) 1000 元 (18) 1000 元 (19) 1000 元 (20) 1000 元 (21) 1000 元 (22) 1000 元 (23) 1000 元 (24) 1000 元 (25) 1000 元 (26) 1000 元 (27) 1000 元 (28) 1000 元 (29) 1000 元 (30) 1000 元 (31) 1000 元 (32) 1000 元 (33) 1000 元 (34) 1000 元 (35) 1000 元 (36) 1000 元 (37) 1000 元 (38) 1000 元 (39) 1000 元 (40) 1000 元 (41) 1000 元 (42) 1000 元 (43) 1000 元 (44) 1000 元 (45) 1000 元 (46) 1000 元 (47) 1000 元 (48) 1000 元 (49) 1000 元 (50) 1000 元 (51) 1000 元 (52) 1000 元 (53) 1000 元 (54) 1000 元 (55) 1000 元 (56) 1000 元 (57) 1000 元 (58) 1000 元 (59) 1000 元 (60) 1000 元 (61) 1000 元 (62) 1000 元 (63) 1000 元 (64) 1000 元 (65) 1000 元 (66) 1000 元 (67) 1000 元 (68) 1000 元 (69) 1000 元 (70) 1000 元 (71) 1000 元 (72) 1000 元 (73) 1000 元 (74) 1000 元 (75) 1000 元 (76) 1000 元 (77) 1000 元 (78) 1000 元 (79) 1000 元 (80) 1000 元 (81) 1000 元 (82) 1000 元 (83) 1000 元 (84) 1000 元 (85) 1000 元 (86) 1000 元 (87) 1000 元 (88) 1000 元 (89) 1000 元 (90) 1000 元 (91) 1000 元 (92) 1000 元 (93) 1000 元 (94) 1000 元 (95) 1000 元 (96) 1000 元 (97) 1000 元 (98) 1000 元 (99) 1000 元 (100) 1000 元

QUESTA

